

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN578-122325/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

029ml

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20122325

File No. - N° du dossier

029mlEN578-122325

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Voir ci-joint.

**Demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) pour des
Services reliés aux fonctions d'inspection et de certification des
Sociétés de classification pour le Gouvernement du Canada**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	5
1.4 COMPTE RENDU.....	5
1.5 DOCUMENTS CONNEXES	5
1.6 TERMES-CLÉS.....	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES FOURNISSEURS	6
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	6
2.2 PRÉSENTATION DES ARRANGEMENTS.....	6
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE – AVIS.....	7
2.4 PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – AVIS	7
2.5 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'ARRANGEMENTS EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ..	7
2.6 LOIS APPLICABLES	7
2.7 CONSEIL CONSULTATIF DE FOURNISSEUR	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS.....	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	10
5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UN ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ...	10
PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	11
A. ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	11
6.1 ARRANGEMENT	11
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	12
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	12
6.4 DURÉE DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	13
6.5 RESPONSABLES.....	13
6.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	14
6.7 OCCASION DE QUALIFICATION CONTINUE.....	14
6.8 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	14
6.9 ATTESTATIONS.....	14
6.10 LOIS APPLICABLES	14
B. DEMANDE DE SOUMISSIONS	15
6.1 DOCUMENTS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS	15
6.2 PROCESSUS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS	15
C. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	17

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN578-122325/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20122325

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
029ml.EN578-122325

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.1	GÉNÉRAL	17
ANNEXE « A »	18
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS	18

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des fournisseurs: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DAMA;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des arrangements: donne aux fournisseurs les instructions pour préparer l'arrangement afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et Méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir; et
- Partie 6 6A, Arrangement en matière d'approvisionnements, 6B, Demandes de soumissions, et 6C, Clauses du contrat subséquent:
- 6A, contient l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et les clauses et conditions applicables;
- 6B, contient les instructions du processus de demande de soumissions dans le cadre d'un (AMA);
- 6C, contient des renseignements généraux pour les conditions des modèles de contrat uniformisés émis suite à un AMA.

Les annexes comprennent les Exigences en matière d'établissement de rapports et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Le présent marché vise à établir un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) pour les services reliés aux fonctions d'inspection et de certification obligatoires des sociétés de classification qui sont approuvées par la Sécurité maritime de Transports Canada.

Afin de promouvoir un réseau de transport efficace et d'encourager l'harmonisation des pratiques maritimes, Transports Canada a conclu des accords officiels avec certaines sociétés de classification, en vertu des pouvoirs de la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada. Ces accords visent la délégation des fonctions d'inspection et de certification obligatoires.

Lorsqu'une société de classification conclut un accord avec Transports Canada, elle est qualifiée d'organisation reconnue (OR), en vertu de la réglementation. Il existe actuellement sept (7) organisations reconnues au Canada qui sont chargées de l'inspection des bâtiments :

American Bureau of Shipping (ABS)
Bureau Veritas
ClassNK

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN578-122325/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20122325

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.EN578-122325

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Det Norske Veritas (DNV)
Germanischer Lloyd (GL)
Lloyd's Register
RINA Services, SpA

Les sociétés de classification exercent déjà ces fonctions partout au monde et possèdent une vaste expertise dans la construction et l'exploitation des navires modernes. Le Programme réduit ainsi le chevauchement des efforts. En déléguant les fonctions d'inspection et de certification aux organisations reconnues, Transports Canada peut surveiller le rendement de ces dernières et des exploitants de bâtiments au moyen de visites planifiées et non planifiées des bâtiments. Dans le cadre du Programme de délégation, les bâtiments feront l'objet d'une plus grande surveillance au chapitre de la sécurité.

Transports Canada a rédigé une série de documents pour régir la mise en œuvre et le fonctionnement du Programme de délégation des inspections obligatoires. La politique décrit les exigences de haut niveau du Programme de délégation. Le processus d'inscription des bâtiments et de surveillance des bâtiments, une fois qu'ils sont inscrits, est décrit dans deux procédures faisant partie du Programme de délégation des inspections obligatoires.

Bien que tous les efforts soient déployés pour répondre aux questions en suspens des exploitants de bâtiments, les bâtiments inscrits au Programme de délégation des inspections obligatoires qui enfreignent les règlements de Transports Canada demeurent assujettis au Règlement sur les sanctions administratives pécuniaires ou à d'autres mesures d'application réglementaire.

Le présent arrangement en matière d'approvisionnement sera utilisé par l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement du Canada, y compris le ministère de la Défense nationale et la Garde côtière canadienne. Le ministère de la Défense nationale et la Garde côtière canadienne possèdent des navires exploités par l'État à des fins non commerciales; ils sont donc exemptés de la réglementation canadienne. Toutefois, ces organisations devront également recourir à des services similaires d'une société de classification.

Si une nouvelle société de classification conclut un accord officiel avec la Sécurité maritime de Transports Canada pendant la période du présent arrangement en matière d'approvisionnement, la nouvelle organisation reconnue sera alors admissible à établir le présent arrangement si elle en fait la demande écrite.

Les fournisseurs pré-qualifiés, auxquels un arrangement en matière d'approvisionnement a été émis, ne seront pas tenu de soumettre un nouvel arrangement.

La période pour attribuer des contrats en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement sera de la date de l'arrangement en matière d'approvisionnement au 31 mars 2016.

Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées [2008](#) des dispositions relatives à l'intégrité, les fournisseurs doivent fournir une liste de tous les propriétaires et(ou) administrateurs et toute autre documentation connexe, au besoin. Consulter la section [4.21](#) du Guide des approvisionnements pour en savoir plus sur les dispositions relatives à l'intégrité.

Pour les besoins de services, les fournisseurs doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 2.3 de la Partie 2 de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3 Exigences relatives à la sécurité

L'arrangement en matière d'approvisionnement ne comportera aucune exigence relative à la sécurité. Par contre, le Canada se réserve le droit d'émettre au cas par cas des exigences relatives à la sécurité particulières aux contrats individuels sous l'arrangement en matière d'approvisionnement.

Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les fournisseurs devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

1.4 Compte rendu

Les fournisseurs peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement. Les fournisseurs devraient en faire la demande au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Documents connexes

1.5.1 Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada.

<http://laws.justice.gc.ca/fra/lois/C-10.15/>

1.5.2 Autorisation et accord régissant la délégation de fonctions légales de certification des navires immatriculés au Canada

<http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/tp-tp13585-politiques-menu-4145.htm>

1.5.3 Publication — TP 13585 — Politique – Programme de délégation des inspections obligatoires (PDIO).

<http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/tp-tp13585-procedures-menu-3502.htm>

1.5.4 Publication – TP 13585 – Procédure - Les procédures d'inscription au Programme de délégation des inspections obligatoires (PDIO).

<http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/tp-tp13585-procedures-menu-3504.htm>

1.5.5 Volet III, Directive de travail – Directives de travail relatives au PDIO

1.6 Termes-clés

1.6.1 Organisme reconnu (OR)

L'organisme reconnu est une société de classification à laquelle le ministre des Transports a délégué le pouvoir d'effectuer des inspections ou de délivrer des certificats en son nom et selon les termes d'ententes juridiques officielles.

1.6.2 Programme de délégation des inspections obligatoires (PDIO)

Afin de promouvoir un réseau de transport efficace et d'encourager l'harmonisation des pratiques maritimes, Transports Canada a conclu des accords officiels avec certaines sociétés de classification, en vertu des pouvoirs de la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada. Ces accords visent la délégation des fonctions d'inspection et de certification obligatoires.

1.6.3 Loi de 2001 sur la Marine marchande du Canada (LMMC 2001)

Le 1er juillet 2007, la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada (LMMC 2001) a remplacé la Loi sur la marine marchande du Canada (LMMC) comme principal texte législatif régissant la sécurité du transport maritime et de la navigation de plaisance ainsi que la protection du milieu marin. Elle s'applique aux bâtiments canadiens qui naviguent dans toutes les eaux et à tous les bâtiments qui naviguent dans les eaux canadiennes (tous les bâtiments depuis les canots et les kayaks jusqu'aux navires de croisière et aux navires-citernes). La LMMC 2001 fait la promotion de la croissance durable de l'industrie du transport maritime sans compromettre la sécurité.

1.6.4 Bâtiment d'État

Bâtiment qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et est affecté à son service ou dont Sa Majesté de ce chef a la possession exclusive.

1.6.5 Délégation du pouvoir d'inspection et de certification réglementaires

Transports Canada a signé un certain nombre d'ententes officielles avec certaines sociétés de classification de navires concernant la délégation du pouvoir d'inspection et de certification réglementaires en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada 2001. Ces ententes s'appliquent aux navires classifiés par une de ces sociétés reconnues et incluent les navires immatriculés au Canada, les navires en voie de construction et les navires transférés dans le registre canadien. Ces ententes de délégation incluent la plupart des visites et la certification requises en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada 2001 et de ses règlements ainsi qu'en vertu des conventions internationales pour lesquelles le Canada est un pays signataire. Étant donné que les règlements existants en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada 2001 réfèrent à des sociétés particulières de classification de navires autorisées à effectuer certaines fonctions réglementaires abordées dans ces ententes de délégation, il est prévu que ces règlements seront abrogés ou modifiés en vue de reconnaître les autorisations accordées aux termes de ces ententes officielles.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES FOURNISSEURS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les fournisseurs qui présentent un arrangement s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DAMA et acceptent les clauses et les conditions de l'arrangement en matière d'approvisionnement et du ou des contrats subséquents.

Le document [2008](#) (2014-09-25) Instructions uniformisées - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services, sont incorporées par renvoi à la DAMA et en font partie intégrante.

2.2 Présentation des arrangements

Les arrangements doivent être présentés uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement.

2.3 Ancien fonctionnaire – Avis

Les contrats de services attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Par conséquent, la demande de soumissions exigera que vous soumettiez les renseignements qui, dans l'éventualité que vous soyez le soumissionnaire retenu, votre statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire seront requis afin d'être publiés sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive générés conformément à [l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#), du Secrétariat du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires.

2.4 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Avis

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi exige que certains entrepreneurs s'engagent formellement auprès d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Si le présent arrangement en matière d'approvisionnement mène à l'attribution d'un contrat assujéti au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, les modèles de demande de soumissions et de contrats subséquents comprendront des exigences à cet effet. Pour obtenir d'autres renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web d'[EDSC - Travail](#).

2.5 Demandes de renseignements – demande d'arrangements en matière d'approvisionnement

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les fournisseurs devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DAMA auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au fournisseur de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les fournisseurs. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les fournisseurs.

2.6 Lois applicables

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et tout contrat attribué en vertu de l'AMA seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les fournisseurs peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de l'arrangement ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les fournisseurs acceptent les lois applicables indiquées.

2.7 Conseil consultatif de fournisseur

TPSGC suggère qu'un Conseil consultatif de fournisseur (CCF) soit établi avec un représentant de chaque société de classification d'être nommé à la CCF. Le but du CCF est d'obtenir des commentaires et des directives sur des questions touchant l'Arrangement en matière d'approvisionnement en général et les questions de travail qui touchent directement la société de classification. Les questions seraient mises en avant par le CCF pour être discutés lors d'une Journée de l'industrie une fois par an ou autrement suggéré par le CCF avec les ministères et organismes gouvernementaux canadiens.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS

3.1 Instructions pour la préparation des arrangements

Le Canada demande que les fournisseurs fournissent l'arrangement en sections distinctes, comme suit :

Section I : arrangement technique trois (3) copies papier et une (1) copie électronique.

Section II : arrangement financier, une (1) copie papier et une (1) copie électronique.

Section III : attestations, une (1) copies papier.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'arrangement financier seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'arrangement.

Le Canada demande que les fournisseurs suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer l'arrangement.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les fournisseurs devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Arrangement technique

Dans l'arrangement technique, les fournisseurs devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux. L'explication anticipée peut se limiter à présenter une copie de l'entente formelle avec Transports Canada.

Section II : Arrangement financier

Les fournisseurs doivent présenter l'arrangement financier en conformité avec la partie 4, clause 4.1.2, Évaluation financière. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les arrangements seront évalués par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les arrangements.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

La Société de classification doit avoir signée une entente officielle établissant l'Autorisation et accord régissant la délégation de fonctions légales pour les navires immatriculés au Canada entre le ministre des Transports et l'organisme reconnu. Une copie de l'entente officielle peut être présentée comme une preuve du respect du critère technique.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Prix plafonds

Les soumissionnaires doivent soumettre des prix plafonds pour toutes les catégories de ressources proposées qu'ils ont l'intention de fournir au gouvernement du Canada. Ces prix plafonds seront à la gamme supérieure du taux journalier (8 heures par jour) pour chaque « Catégorie de ressources » établi sur des taux de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2015 et du 1er avril 2015 jusqu'au 31 mars 2016.

Les taux plafonds seront rafraîchis à chaque année par le Détenteur d'un arrangement en matière d'approvisionnement, un mois avant la fin d'un exercice financier se terminant le 31 mars.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - critères d'évaluation techniques et financiers obligatoires

Clause du Guide des CCUA S1001T (2008-12-12) Méthode de sélection - critères d'évaluation techniques et financiers obligatoires

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN578-122325/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20122325

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.EN578-122325

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les fournisseurs doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) leur soit émis.

Les attestations que les fournisseurs remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada à tout moment par ce dernier. Le Canada déclarera un arrangement non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des arrangements, ou pendant la durée de tout arrangement en matière d'approvisionnement découlant de cette DAMA et tous contrats subséquents.

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du fournisseur. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement, l'arrangement peut être déclaré non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'arrangement mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement informera le fournisseur du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'arrangement sera déclaré non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant un arrangement, le fournisseur atteste que le fournisseur et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - arrangement, des instructions uniformisées [2008](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT

6.1 Arrangement

L'arrangement en matière d'approvisionnement couvre les travaux décrits ci-dessous.

Afin de promouvoir un réseau de transport efficace et d'encourager l'harmonisation des pratiques maritimes, Transports Canada a conclu des accords officiels avec certaines sociétés de classification, en vertu des pouvoirs de la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada. Ces accords visent la délégation des fonctions d'inspection et de certification obligatoires.

Lorsqu'une société de classification conclut un accord avec Transports Canada, elle est qualifiée d'organisation reconnue (OR), en vertu de la réglementation. Il existe actuellement sept (7) organisations reconnues au Canada qui sont chargées de l'inspection des bâtiments :

American Bureau of Shipping (ABS)
Bureau Veritas
ClassNK
Det Norske Veritas (DNV)
Germanischer Lloyd (GL)
Lloyd's Register
RINA Services, SpA

Les sociétés de classification exercent déjà ces fonctions partout au monde et possèdent une vaste expertise dans la construction et l'exploitation des navires modernes. Le Programme réduit ainsi le chevauchement des efforts. En déléguant les fonctions d'inspection et de certification aux organisations reconnues, Transports Canada peut surveiller le rendement de ces dernières et des exploitants de bâtiments au moyen de visites planifiées et non planifiées des bâtiments. Dans le cadre du Programme de délégation, les bâtiments feront l'objet d'une plus grande surveillance au chapitre de la sécurité.

Transports Canada a rédigé une série de documents pour régir la mise en œuvre et le fonctionnement du Programme de délégation des inspections obligatoires. La politique décrit les exigences de haut niveau du Programme de délégation. Le processus d'inscription des bâtiments et de surveillance des bâtiments, une fois qu'ils sont inscrits, est décrit dans deux procédures faisant partie du Programme de délégation des inspections obligatoires.

Bien que tous les efforts soient déployés pour répondre aux questions en suspens des exploitants de bâtiments, les bâtiments inscrits au Programme de délégation des inspections obligatoires qui enfreignent les règlements de Transports Canada demeurent assujettis au Règlement sur les sanctions administratives pécuniaires ou à d'autres mesures d'application réglementaire.

Le présent arrangement en matière d'approvisionnement sera utilisé par l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement du Canada, y compris le ministère de la Défense nationale et la Garde côtière canadienne. Le ministère de la Défense nationale et la Garde côtière canadienne possèdent des navires exploités par l'État à des fins non commerciales; ils sont donc exemptés de la réglementation canadienne. Toutefois, ces organisations devront également recourir à des services similaires d'une société de classification.

Si une nouvelle société de classification conclut un accord officiel avec la Sécurité maritime de Transports Canada pendant la période du présent arrangement en matière d'approvisionnement, la nouvelle organisation reconnue sera alors admissible à établir le présent arrangement si elle en fait la demande écrite.

6.2 Exigences relatives à la sécurité

6.2.1 Cet arrangement en matière d'approvisionnement ne comporte aucune exigence relative à la sécurité. Par contre, le Canada se réserve le droit d'émettre au cas par cas des exigences relatives à la sécurité particulières aux contrats individuels sous l'arrangement en matière d'approvisionnement.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2020 (2014-09-25), Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services, s'appliquent au présent arrangement en matière d'approvisionnement et en font partie intégrante.

6.3.2 Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada

1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprennent les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants, et leurs employés.

2. Que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur se limite à la valeur du contrat sous l'arrangement en matière d'approvisionnement. Cette limite ne s'applique pas au cas suivants :

- a. toute violation des droits de propriété intellectuelle;
- b. tout manquement aux obligations de garantie.

3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que la réclamation soit faite envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.

6.3.3 Arrangement en matière d'approvisionnement - établissement des rapports

Rapports d'utilisation périodique - arrangements en matière d'approvisionnement

Le fournisseur doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN578-122325/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20122325

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.EN578-122325

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le fournisseur doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « A ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, le fournisseur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable des arrangements en matière d'approvisionnements.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable des arrangements en matière d'approvisionnement dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

6.4 Durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement

6.4.1 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement

La période pour attribuer des contrats en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement est de la date de l'arrangement en matière d'approvisionnement au 31 mars 2016.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est :

Yvan Guay
Chef d'équipe d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des systèmes maritimes
11 rue Laurier
Gatineau (Québec)
K1A 0S5

Téléphone : 819 956-0678
Télécopieur : 819 956-0897
Courriel : Yvan.Guay@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est responsable de l'émission de l'arrangement en matière d'approvisionnement, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu.

6.5.2 Représentant du fournisseur

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

6.6 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R. (1985), ch. F-11.

6.7 Occasion de qualification continue

Une demande d'arrangements en matière d'approvisionnement à toute nouvelle société de classification qui signe une entente avec Transports Canada sous le Programme de délégation des inspections obligatoires pour permettre à de nouveaux fournisseurs de se qualifier. Les fournisseurs pré-qualifiés, auxquels un arrangement en matière d'approvisionnement a été émis, ne seront pas tenu de soumettre un nouvel arrangement.

6.8 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de l'arrangement en matière d'approvisionnement;
- b) les conditions générales 2020 (2014-09-25), Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services
- c) Annexe « A », Exigences en matière d'établissement de rapports; et
- d) l'arrangement du fournisseur daté du _____.

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par le fournisseur avec son arrangement ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'AMA et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'AMA. En cas de manquement à toute déclaration de la part du fournisseur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec l'arrangement comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de suspendre ou annuler l'arrangement en matière d'approvisionnement.

6.10 Lois applicables

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et tout contrat découlant de l'AMA doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. DEMANDE DE SOUMISSIONS

6.1 Documents de demande de soumissions

Le Canada utilisera les modèles uniformisés suivants, qui sont disponibles dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* selon la valeur estimative et la complexité du besoin :

- Simple, pour les besoins de faible valeur;
- Complexité moyenne (CM) pour les besoins de complexité moyenne;
- Complexité élevée (CE) pour les besoins de complexité élevée.

Une copie des modèles peut être fournie sur demande, en communiquant avec la Division des politiques et outils relatifs aux approvisionnements par courriel à l'adresse suivante : outilsapprov.proctools@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

À noter : Les références aux modèles CE, CM et Simple dans les demandes d'arrangements en matière d'approvisionnement émises par TPSGC ne sont fournies qu'à titre d'exemple. Les versions à jour du modèle et des clauses et conditions seront utilisées au moment de la demande de soumissions.

La demande de soumissions comprendra, au minimum :

- a) les exigences relatives à la sécurité (s'il y a lieu);
- b) une description complète des travaux à exécuter;
- c) 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels; **OU** 2004, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins non concurrentiels;
- d) les instructions pour la préparation des soumissions;
- e) les instructions sur la présentation des soumissions (l'adresse pour la présentation des soumissions, la date et l'heure de clôture);
- f) les procédures d'évaluation et la méthode de sélection;
- g) les attestations;

- **5.1.1 Code de conduite et attestations – documentation connexe.**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations – soumission des instructions uniformisées 2003 (**OU** insérer 2004, s'il y a lieu). La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

- h) les conditions du contrat subséquent.

6.2 Processus de demande de soumissions

6.2.1 Des demandes de soumissions seront émises aux fournisseurs auxquels un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) a été émis, pour des besoins spécifiques dans le cadre de l'AMA.

6.2.2 La demande de soumissions sera envoyée directement aux fournisseurs.

- a) le processus de demandes de soumissions dans le cadre d'un arrangement en matière d'approvisionnement; et
- b) qui sera responsable pour le processus de demandes de soumissions et l'attribution des contrats :
 - (i) seulement l'utilisateur désigné;
 - (ii) seulement TPSGSC; ou
 - (iii) l'utilisateur désigné pour des besoins jusqu'à un montant spécifique, et TPSGC pour les besoins au-delà du montant spécifié.

Les formulaires électroniques suivants doivent être utilisés pour la première page de la demande de soumissions et la première page du contrat subséquent. Ces formulaires sont disponibles sur le site Web Catalogue de formulaires (http://publiservice-app.tpsgc-pwgsc.gc.ca/forms/text/serch_for_forms-f.html).

PWGSC-TPSGC 9400-3, Demande de soumissions
PWGSC-TPSGC 9400-4, Contrat

6.2.3 Lignes directrices pour les demandes de soumissions

- (a) Pour les demandes de soumissions de façon compétitive valant jusqu'à 80 400 \$ (seuil de l'ALÉNA), l'utilisateur désigné a la possibilité de choisir le nombre de fournisseurs (avec au minimum deux fournisseurs) à la condition qu'il fournisse et documente la raison de son choix des fournisseurs, sinon tous les fournisseurs pré-qualifiés doivent être invités.
- (b) Aussi pour les demandes de soumissions de façon compétitive valant jusqu'à 80 400 \$ (seuil de l'ALÉNA), l'utilisateur désigné a la possibilité de choisir le nombre de jours civils associé à la période de l'invitation et ceci sans la publication d'un avis de projet de marchés.
- (c) Pour les demandes de soumissions de façon compétitive valant plus de 80 400 \$ (seuil de l'ALÉNA) jusqu'à 400 000 \$ (seuil compétitif de TPSGC à un utilisateur désigné), tous les fournisseurs pré-qualifiés doivent être invités. L'utilisateur désigné établit la période de la demande de soumissions selon la valeur, le risque et la complexité de chaque besoin et ainsi l'utilisateur désigné doit décider de la période la plus appropriée. Si le besoin n'est pas urgent de nature, TPSGC suggère que l'utilisateur désigné prévoit une période 20 jours civils pour la demande de soumission. L'utilisateur désigné doit documenter la raison de la période d'invitation qu'il a choisie. La durée de la publication d'un avis de projet de marchés assujetti à l'ALÉNA doit être d'au moins 15 jours civils.
- (d) Pour les demande de soumissions en source unique, l'utilisateur désigné peut diriger un besoin à un fournisseur pré-qualifié unique d'une valeur jusqu'à 40 000 \$ (seuil source unique de TPSGC à un utilisateur désigné), taxes applicables comprises. L'utilisateur désigné doit documenter la raison du recours à une source unique selon le Règlement sur les marchés de l'État.
- (e) Les demandes de soumissions de façon compétitive provenant du Ministère de la Défense nationale, de la Gendarmerie royale du Canada, du Ministère de Pêches et Océans et de la Garde côtière canadienne ne sont pas assujetties à l'ALÉNA ou à l'OMC-AMP. Les demandes de soumissions de façon compétitive valant jusqu'à \$100,000 (seuil de l'ACI) de ces utilisateurs identifiés ne sont pas assujetties à l'ACI. Les demandes de soumissions de façon compétitive valant plus de \$100,000 (seuil de l'ACI) jusqu'à \$400,000 (seuil compétitif de TPSGC à un utilisateur désigné) de ces utilisateurs identifiés sont assujetties seulement à l'ACI, qui ne requiert pas la publication d'un avis de projet de marchés.

- (f) Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement de TPSGC peut émettre des demandes de soumissions compétitives valant plus de 400 000 \$ jusqu'à 10 000 000 \$ pour traiter le besoin spécifique d'un utilisateur désigné en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement.
- (g) Tous les besoins spécifiques d'une valeur de plus de 10 000 000 \$ de façon compétitive ou d'une valeur de plus de 40 000 \$ en source unique sont hors du cadre de l'AMA et doivent être soumis au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour être traités distinctement.

C. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Général

Les conditions de tout contrat attribué en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement seront en conformité avec les clauses du contrat subséquent faisant partie de la demande de soumissions.

Pour tout contrat attribué en utilisant le modèle :

- a) Simple (pour les besoins de faible valeur), les conditions générales [2029](#) s'appliqueront au contrat subséquent;
- b) CM (pour les besoins de complexité moyenne), les conditions générales [2010B](#) s'appliqueront au contrat subséquent;
- c) CE (pour les besoins de complexité élevée), les conditions générales [2035](#) s'appliqueront au contrat subséquent.

Les modèles ci-dessus sont disponibles dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Une copie des modèles peut être fournie sur demande, en communiquant avec la Division des politiques et outils relatifs aux approvisionnements par courriel à l'adresse suivante : outilsapprov.proctools@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

À noter : Les références aux modèles CE, CM et Simple dans les demandes d'arrangements en matière d'approvisionnement émises par TPSGC ne sont fournies qu'à titre d'exemple. Les versions à jour du modèle et des clauses et conditions seront utilisées au moment de la demande de soumissions.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN578-122325/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20122325

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.EN578-122325

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « A »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS

Généralement, les fournisseurs doivent présenter un rapport trimestriel portant sur les activités liées aux contrats. Ces rapports peuvent contenir, entre autres, les renseignements suivants :

- i. le numéro de l'offre à commandes et de l'arrangement en matière d'approvisionnement;
- ii. le nom du fournisseur;
- iii. la période visée par le rapport;
- iv. le numéro de la commande subséquente et du contrat pour chaque commande subséquente et contrat, y compris les modifications;
- v. le ministère client;
- vi. l'autorité contractante;
- vii. la date de la commande subséquente et du contrat;
- viii. la période de la commande subséquente et du contrat;
- ix. les articles acquis et les services fournis;
- x. la valeur de la commande subséquente et du contrat, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée incluse, selon le cas.